

## 7. Pour un PIB vert chinois

La révolution industrielle de la Chine laisse ses traces sur les ressources naturelles du pays : les surfaces agricoles sont en baisse, la qualité des ressources en eau se dégrade tout comme la qualité de l'air.

L'accélération de l'urbanisation entraîne une déperdition des sols cultivables ; d'après *Caijing*, les surfaces cultivables en Chine sont passées de 1,95 million de *mu* (soit 130 millions d'hectares) en 1996 à 1,85 million *mu* en 2003 (123 millions d'hectares). Cette érosion n'est pas sans conséquences sur la sécurité alimentaire et sur la production agricole en Chine. Ce problème des sols est, de façon quelque peu anecdotique, exacerbé par l'engouement chinois pour le golf ! La Chine dispose déjà de 200 terrains de golf, dont 19 à Pékin, et 1 000 terrains supplémentaires seraient prévus<sup>1</sup>.

L'industrialisation soutenue entraîne une perte de terres agricoles mais elle a également des effets polluants sur l'eau et sur l'air. Alors que la pénurie en matières premières et ressources minérales peut être compensée par des importations, les 2,7 millions de km<sup>2</sup> en cours de désertification, le manque d'eau dont souffrent 400 villes chinoises, ou pire, le tarissement du cours du Huang He, sont irrémédiables<sup>2</sup>.

Parallèlement, la motorisation croissante est non seulement une source importante d'émission de gaz à effet de serre, mais exige également du carburant, des routes et des terrains pour servir de parking. Si la moitié des Chinois possédaient un jour un véhicule, il y aurait 600 millions de voitures en Chine, soit un peu plus que le total mondial de 540 millions.

Pékin est cependant conscient du problème. Des mesures légales aussi bien que pratiques ont été adoptées depuis le milieu des années 1980, avec une nouvelle impulsion dans les années 1990. Néanmoins, le Bureau national de protection de la nature avait, en 1998, un effectif de 300 personnes et était relativement impuissant face à des projets plus politiques ou commerciaux, nuisibles pour l'environnement (comme le projet du barrage des Trois-Gorges). Le X<sup>e</sup> Plan quinquennal prévoyait également l'adoption de mesures destinées à contrôler la pollution, à encourager une préservation environnementale, mais se il se heurte souvent à l'opposition des cadres locaux. Le problème majeur semble être une inconscience publique de cette question.

Les organisations non gouvernementales (ONG) deviennent donc d'un grand secours pour le gouvernement central. En 2002, il y avait 250 ONG en Chine dans ce domaine et, contrairement aux autres, celles-ci sont autorisées à travailler<sup>3</sup>. Cependant, bien qu'elles soutiennent la cause de la protection de l'environnement en Chine, elles pourraient être problématiques de par leur influence croissante et leur capacité de mettre en avant des problèmes sociaux. Elles pourraient aussi, à l'instar de l'Occident, former des partis politiques.

*Synthèse commentée de Thibaud Voïta d'après :*

– Article non attribué, « Un système de PIB vert devrait être adopté dans 3 à 5 ans en Chine », *Renmin Ribao*, 12 mars 2004.

– Pan Yue, « À propos du PIB vert », *Zhongguo Guoqing Guoli*, avril 2004, p. 4-5.

La société chinoise reconnaît de plus en plus que la rapide croissance de son économie est surconsommatrice en ressources naturelles. La pollution et les atteintes à l'environnement (*huanjing wuran he xingtai bohua*) ont pris des proportions inquiétantes. Ces phénomènes engendrent de plus en plus d'externalités négatives pour la population (maladies), ce qui pousse Pékin à chercher à adopter un système de « PIB vert<sup>4</sup> » (*lüse GDP*). Ce système consiste à soustraire du PIB habituel

<sup>1</sup> Cf. « Into the Swing », *The Economist*, 6 mai 2004.

<sup>2</sup> Voir J. Kynge, « China's Growing Pains Call for Birth of Green Revolution », *Financial Times*, 25 mai 2004.

<sup>3</sup> Cf. G. Chan, « China's compliance in global environmental affairs », *Asia Pacific Viewpoint*, Vol. 45, numéro 1, avril 2004.

<sup>4</sup> E. Economy, du Council on Foreign Relations, estime que quelques 700 millions de personnes boivent régulièrement de l'eau polluée qui entraîne des cancers, des fausses couches et des retards de croissance. De plus, 16 des 20 villes les plus polluées au monde sont chinoises. Les spécialistes estiment ainsi que 300 000 personnes meurent prématurément de pollution et que 20 millions de personnes ou plus vont devoir quitter leur logement dans les 15 à 20 années à venir à cause du manque d'eau et des terres dégradées. Le PIB vert chinois aurait ainsi 8 points de différence avec le PIB normal. Voir E. Economy, « The Grass-roots Greening

les coûts des atteintes à l'environnement et de la consommation des ressources. Les **obstacles** à la mise en place de ce PIB vert sont cependant nombreux : ils sont **d'ordre technique ou liés aux mentalités**. Néanmoins, **ce projet semble très largement soutenu par la société civile**.

Les premières difficultés sont d'ordre techniques, notamment quant au mode de calcul **d'un PIB vert avec les indicateurs traditionnels utilisés pour calculer le PIB normal**. Il faudrait déterminer la valeur (*jiazhi*) à donner à l'environnement pour le quantifier dans le PIB. Pan Yue, directeur adjoint du Bureau national de protection de la nature (*State Environment Protection Administration*, SEPA), souligne que l'on ne peut mesurer le coût engendré par l'abattage d'arbres, d'autant que celui-ci entraîne d'autres coûts pour la faune de la forêt ainsi que pour l'érosion des sols... Pour certains spécialistes, ce coût pourrait être obtenu **en calculant le prix nécessaire pour réparer les actions polluées**. Il s'agirait par exemple d'évaluer les coûts d'une reforestation ou encore d'un assainissement du Huang He. Pan Yue évoque l'exemple du lac Dian de Kunming : en comparant les profits qu'engendrent les activités polluées des alentours et le coût d'un assainissement du lac, il apparaît que les profits sont très inférieurs aux coûts. Cependant, si ceci s'avérait impossible, il faudrait interdire l'abattage des arbres et les autres actes qui représentent une atteinte à l'environnement.

Autre possibilité, s'inspirer d'expériences déjà existantes. **La Norvège** est citée comme un modèle du genre : elle a, dès 1978, mis en place un système de calcul prenant en compte les ressources minérales et animales ainsi que la qualité des sols, de l'air et de l'eau. Cela lui a permis d'obtenir des statistiques précises concernant l'usage fait des ressources naturelles, la situation des espèces de poissons, la qualité des plans d'eau, et les effets du recyclage d'une part et des technologies polluées d'autre part. D'autres pays, principalement occidentaux, ont mis en place un système de PIB vert : la Finlande, les États-Unis, et la France aussi bien qu'un pays à revenus intermédiaires tel que le Mexique.

Reste que chacune de ces méthodes présente des défauts et qu'il n'existe pas de critères exhaustifs pour le calcul du PIB vert. Actuellement, **le Bureau national des statistiques (BNS) projette d'utiliser des méthodes inspirées de celles des Nations unies**. L'élaboration du PIB vert doit comprendre trois séquences : les deux premières phases correspondent à une quantification, d'abord des ressources naturelles consommées par les activités économiques, puis des pertes environnementales causées par le développement économique. La troisième phase consiste en une évaluation de ces deux types de pertes. **Hainan** et **Chongqing** expérimentent déjà ce projet, d'autres régions pilotes devant être prochainement désignées. **Le PIB vert chinois pourrait donc être opérationnel d'ici trois à cinq ans**.

Au-delà des difficultés purement techniques, un des obstacles majeurs à l'adoption d'un PIB vert réside dans **la mentalité des cadres locaux**. Un PIB vert ferait inévitablement baisser les résultats des localités et des résistances sont par conséquent à attendre de la part des cadres. Pan Yue parle donc d'une nécessaire révolution (*gaige*) des mentalités mais précise que celle-ci ne pourra se faire que par étapes.

À la fin de son article, Pan Yue insiste sur l'importance de **la participation du public** (*gongzhong canyu*). Il prône des campagnes de consultation du peuple pour élaborer un PIB vert qui soit conforme à leurs intérêts, de manière à non seulement éviter que l'opinion publique ne devienne un contrepoids dans la réalisation de ce projet mais aussi qu'elle devienne le moteur de cet élan. Le PIB vert serait de plus une partie intégrante du processus de développement du socialisme démocratique (*shihuizhuyiminzhu de fayu chengdu*). **La notion de développement comprendrait ainsi trois aspects : le développement économique, le développement de la société et la protection de la nature**.

Cette convocation de la démocratie dans le débat sur la gestion des ressources naturelles fait certainement écho aux mouvements de la société civile qui se sont développés depuis une dizaine d'années. **Des ONG environnementales adoptent ainsi des tactiques de plus en plus agressives contre les projets pollués** en s'attaquant par exemple aux projets de barrages sur la Rivière Min (Sichuan) ou sur le Lancang (Yunnan, cours chinois du Mékong). C'est **une véritable réforme de la gouvernance chinoise qui est demandée** par ces activistes, revendiquant plus de transparence

---

of China », *International Herald Tribune*, 22 avril 2004, ainsi que son ouvrage : *The River Runs Black: The Environmental Challenge to China's Future*, Ithaca (NY), Cornell University Press, 2004.

politique et la garantie de droits tels que les libertés d'expression, de réunion et de la presse qui doivent permettre une meilleure mobilisation politique<sup>5</sup>, réciproquement, dans son article, Pan Yue appelle à cette participation, à l'instar des évolutions dans le monde entier : « à partir du processus de développement de la protection environnementale dans le monde, on peut voir que sans participation publique, il n'y a pas de conservation écologique ».

L'adoption d'un PIB vert se fera donc par étapes successives, et risque de rencontrer de nombreuses résistances de la part des élites locales. Toujours est-il que, **devant les pressions de plus en plus importantes de la société civile chinoise, Pékin semble désormais obligé de prendre en compte les questions environnementales.**

---

<sup>5</sup> Ces sujets sont développés par E. Economy, *op. cit.*